

*Questions orales*

## ON DEMANDE L'ANNULATION DE LA DISPOSITION BUDGÉTAIRE

**M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe):** Monsieur le Président, je déplore vivement que le premier ministre accuse tous ceux qui s'opposent à la réduction des prestations de sécurité de la vieillesse de favoriser la lutte de classe. Qu'il en soit ou non conscient, il insulte du même coup les 2.5 millions de citoyens âgés qui s'opposent à cette réduction.

Ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné que la semaine dernière, le caucus libéral de l'Atlantique a entendu le témoignage de personnes âgées de la région et que ces personnes, normalement calmes, modérées, intelligentes et mûres, ont qualifié le budget d'immoral, de honteux, de malhonnête et j'irais jusqu'à dire, de dégoûtant, le ministre des Finances est-il prêt à reconnaître que les personnes âgées n'appuient pas ces restrictions? Va-t-il renoncer à ces mesures draconiennes qui augmenteront le nombre déjà inacceptable de personnes âgées vivant en-dessous du seuil de la pauvreté?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je voudrais demander au député si, lorsqu'il a rencontré des personnes âgées et d'autres citoyens de la région de l'Atlantique, il a exposé très clairement la portée générale du budget, qui est de créer des emplois par l'entremise du secteur privé et de confirmer les succès que nous avons déjà obtenus. Depuis le 4 septembre, 271,000 emplois ont vu le jour.

**Des voix:** Bravo!

**M. Allmand:** Mais nous avons encore un taux de chômage de 10.5 p. 100.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Le député de Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est vient de me rappeler que le taux de chômage était tombé de 11.6 p. 100 à 10.5 p. 100. Je l'en remercie beaucoup.

Quand l'économie se sera redressée, comme nous l'espérons, nous pourrons alors examiner attentivement tous les programmes sociaux et prendre des mesures en fonction de nos moyens. C'est dans cette voie que nous nous orientons et j'espère qu'il l'a bien fait comprendre aux personnes qu'il a rencontrées.

## ON DEMANDE AU MINISTRE DE RENCONTRER DES PERSONNES ÂGÉES

**M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe):** Monsieur le Président, je tiens à assurer au ministre des Finances que les personnes âgées n'ont pas besoin qu'on leur fasse la leçon. Elles sont intelligentes et bien renseignées et elles comprennent parfaitement que le budget n'est pas équitable. Elles n'ont pas besoin de mes leçons ni de celles du ministre. Je tiens à dire à ce dernier qu'elles vont venir à Ottawa.

Est-il juste de demander à un couple âgé de 80 ans, qui n'a que \$100 par mois pour ses petites dépenses, de faire les frais

de la réduction du déficit? Est-ce juste? Le ministre des Finances est-il prêt à réserver une journée pour rencontrer, dans une tribune publique, à Ottawa, les personnes âgées qui nous ont fait entendre leurs doléances dans la région de l'Atlantique? Le ministre ferait mieux de se rétracter maintenant afin d'éviter d'avoir à le faire lorsque les personnes âgées de tout le Canada se regrouperont. Je vous préviens qu'elles vont venir à Ottawa . . .

**Des voix:** La question.

**M. le Président:** A l'ordre.

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je tiens à préciser qu'aucun d'entre nous ne se réjouit des mesures que nous avons prises.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Il y a à cela une raison fondamentale. Le coût des intérêts sur la dette est passé de 8 milliards à 25 milliards sur une période de six ans. La dette accumulée s'accroît trois fois plus vite que notre économie et le service de la dette coûte plus cher que la totalité des sommes consacrées à l'assurance-maladie, à la sécurité de la vieillesse et au supplément de revenu garanti. Cela pose certainement un problème. Si le député se soucie de la justice, trouve-t-il juste qu'un nouveau-né soit endetté de \$7,000 dès sa naissance et que dans cinq ans, lorsqu'il entrera à l'école, il aura déjà accumulé une dette de \$14,000 si rien n'a changé d'ici là? Voilà pourquoi il faut faire quelque chose.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

## LES FINANCES

## LE PROJET DE CRÉER DES OBLIGATIONS INDEXÉES

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. La semaine dernière, il est allé à Montréal pour dire aux Canadiens qu'il n'y avait pas assez de riches au Canada. Hier, il est allé à Québec pour annoncer un projet qui rendra les riches encore plus riches. Est-ce l'idée qu'il se fait de la justice de présenter, au nom du gouvernement du Canada, un budget qui réduit l'indexation des pensionnés et gonfle le nombre des pensionnés dans la misère d'environ 200,000, puis d'annoncer quelques jours plus tard le principe de l'indexation sera appliqué afin de protéger le revenu de tous les riches investisseurs canadiens? Est-ce l'idée qu'il se fait de la justice?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Non, monsieur le Président, et je pense que le député sait que la prémisse de cette question est tout à fait fausse.